GTRG 3 UN MODÈLE À TROIS CONSEILS

Provenance : Groupe de travail sur la révision globale

Impacts financiers si connus :

Impacts sur le personnel si connus :

Origine du financement si connue :

Le Groupe de travail sur la révision globale propose :

Que le 42^e Conseil général 2015 approuve une réorganisation de l'Église Unie consistant à changer sa structure actuelle à quatre assemblées décisionnelles en une structure à trois conseils formée des communautés de foi, des conseils régionaux et du conseil ecclésial, de la façon définie ci-dessous :

1. COMMUNAUTÉ DE FOI

A. Description

Une communauté de foi consisterait en toute communauté de personnes au sein de l'Église Unie qui :

- **se rassemble pour l'approfondissement de la foi, la célébration et le service, ce qui peut comprend des paroisses, des ministères de présence, des communautés de vie fondées sur la foi, des églises de maison et des communautés en ligne;**
- **est reconnue comme une communauté de foi au sein de l'Église Unie par le conseil régional dans une relation d'alliance entre la communauté de foi et le conseil régional.**

B. Affiliation

Les membres de la communauté de foi seraient :

- **des personnes qui ont été accueillies comme membres par la communauté de foi selon les directives de l'Église, y compris les membres du personnel ministériel;**
- **éligibles à être élus pour représenter la communauté de foi au conseil ecclésial et au conseil régional;**
- **autorisés à voter sur toute question concernant la communauté de foi et à accorder aux adhérents-es le droit de vote sur les questions financières et administratives.**

C. Autorité et responsabilité

La communauté de foi exercerait autorité et responsabilité en matière de :

mission, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- **nouer une alliance avec le conseil régional fondée sur des responsabilités mutuelles quant à la vie et la mission de la**

communauté de foi, et assumer les responsabilités qui sont les siennes au sein de cette alliance;

- **réaliser une autoévaluation annuelle de son ministère et en faire rapport au conseil régional;**

;

gouvernance et administration, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- **prendre des décisions quant à la vie de la communauté de foi, ce qui comprend les cultes, les soins pastoraux, les pratiques spirituelles et l'éducation chrétienne, de même que l'administration, les finances et la gouvernance locales ainsi que la mission, la justice et l'évangélisation locales;**
- **se réunir au moins une fois par année;**
- **se conformer aux politiques de l'Église et du conseil régional;**
- **acheter, vendre, louer et rénover les propriétés de la communauté de foi;**

vie spirituelle, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- **établir des politiques d'affiliation et accueillir et célébrer les nouveaux membres au sein de la communauté de foi;**
- **aider les membres à approfondir leur foi dans l'exploration de leur cheminement de foi;**

ministère et autres leaderships, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- **recruter, choisir, appeler et nommer le personnel ministériel et les autres membres du personnel, ou faire alliance avec eux, et mettre fin aux relations pastorales et d'embauche ou d'alliance avec le personnel ministériel et les autres membres du personnel;**
- **encourager les membres à concevoir les rôles ministériels comme une responsabilité partagée par l'ensemble de la communauté de foi;**
- **recommander à l'instance appropriée des membres laïques pouvant constituer des postulants-es, des candidats-es et des célébrants-es laïques certifiés convenables, selon les besoins et, le cas échéant, dans le respect des politiques de l'Église;**

participation à la vie du conseil régional et de l'Église, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- **choisir un-e membre de son personnel ministériel œuvrant au sein d'un ministère rémunéré et soumis à une reddition de comptes, s'il y a lieu, et un-e autre membre afin de représenter la communauté de foi au conseil régional;**
- **couvrir les frais requis pour envoyer des représentants-es aux assemblées du conseil régional;**
- **choisir un-e membre de son personnel ministériel œuvrant au sein d'un ministère rémunéré et soumis à une reddition de**

comptes, s'il y a lieu, et un-e autre membre afin de représenter la communauté de foi au conseil ecclésial;

- couvrir les frais requis pour envoyer des représentants-es aux assemblées triennales du conseil ecclésial;
- recevoir, traiter et faire suivre les propositions de ses membres au conseil régional.

D. Restrictions

Toute autorité et responsabilité de la communauté de foi serait assujettie :

- aux politiques du conseil ecclésial concernant l'affiliation, la gouvernance, les relations pastorales, les propriétés et tout autre domaine relevant de l'autorité de ce dernier;
- aux conditions de l'alliance entre la communauté de foi et le conseil régional;
- à l'autorité du conseil régional, qui prendrait en charge la conduite des affaires de la communauté de foi si celle-ci, dans des circonstances exceptionnelles, ne pouvait plus prendre ses responsabilités ou refusait de le faire, ou si elle cessait de respecter les politiques de l'Église ou du conseil régional.

2. CONSEILS RÉGIONAUX

A. Description

Un conseil régional serait une instance décisionnelle régionale au sein de l'Église Unie.

B. Affiliation

Le conseil régional serait composé de :

- un-e membre du personnel ministériel de chaque communauté de foi dotée de personnel rémunéré et soumis à une reddition de compte;
- un-e membre laïque de chaque communauté de foi de la région.

C. Autorité et responsabilité

Le conseil régional exercerait autorité et responsabilité en matière de :

alliance, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- reconnaître une nouvelle communauté de foi en établissant avec elle une relation d'alliance;
- établir une alliance avec chaque communauté de foi fondée sur des responsabilités mutuelles quant à la vie et la mission de la communauté de foi, et assumer les responsabilités qui sont les siennes au sein de cette alliance;

supervision, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- réviser et évaluer régulièrement les autoévaluations des

communautés de foi à l'aune de l'alliance entre la communauté de foi et le conseil régional;

- **prendre en charge la conduite des affaires de la communauté de foi advenant le cas où, dans des circonstances exceptionnelles, celle-ci ne pourrait pas ou refuserait de prendre ses responsabilités ou d'agir dans le respect des politiques de l'Église;**
- **superviser les camps et les autres ministères incorporés dans la région;**

services aux communautés de foi, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- **offrir du soutien, des conseils et des services aux communautés de foi en ce qui concerne les ressources humaines;**
- **offrir du soutien, des conseils et des services aux communautés de foi en ce qui concerne les propriétés paroissiales;**
- **concevoir des politiques régionales pour l'achat, la vente, la location et la rénovation des propriétés des communautés de foi et des régions, et pour la répartition des revenus liés à ces propriétés;**
- **gérer les archives régionales;**
- **offrir de la formation en leadership pour les membres du personnel ministériel et les personnes laïques selon les besoins déterminés pour la région;**

politiques et finances, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- **appliquer les politiques établies par le conseil ecclésial et mettre en place des politiques régionales appropriées;**
- **recevoir, traiter et faire suivre les propositions des membres des communautés de foi au conseil ecclésial selon les politiques de l'Église;**
- **établir et gérer un budget annuel et déterminer toute autre cotisation régionale supplémentaire pour tout service additionnel que le conseil régional voudrait entreprendre;**
- **participer à la détermination des priorités de la mission et du travail des ministères par l'entremise du Fonds Mission et Service;**
- **se réunir au moins une fois par année dans sa totalité ou par le biais de son exécutif.**

gestion du personnel ministériel et des autres membres du personnel (sauf dans les cas où l'une ou l'autre des responsabilités suivantes a été assignée à une autre instance par l'entremise du processus décisionnel de l'Église Unie), c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- **célébrer les retraites;**
- **nommer des personnes pour (i) accompagner un-e candidat-e dans son cheminement vers l'ordination ou la consécration et (ii) faire des recommandations au Collège ministériel quant à ses aptitudes et son degré de préparation pour le ministère;**
- **nommer une personne pour (i) superviser un-e candidat-e en stage et**

- (ii) faire des recommandations au Collège ministériel quant à ses aptitudes et son degré de préparation pour le ministère;
- ordonner ou consacrer au ministère tous les candidats-es dont l'ordination aura été approuvée par le Collège ministériel;
- admettre les pasteurs-es d'autres confessions dont le Collège ministériel aura approuvé l'entrée;
- réadmettre les membres du personnel ministériel dont le Collège ministériel aura approuvé la réadmission;
- reconnaître les agents-es pastoraux laïques;
- autoriser l'exercice de membres laïques en tant que célébrants-es laïques certifiés.

D. Restrictions

Toute autorité et responsabilité du conseil régional serait assujettie :

- aux politiques du conseil ecclésial concernant l'affiliation, la gouvernance, les relations pastorales, les propriétés et tout autre domaine relevant de l'autorité de ce dernier;
- aux conditions de l'alliance entre la communauté de foi et le conseil régional;
- à l'autorité du conseil ecclésial, qui prendrait en charge la conduite des affaires du conseil régional si celui-ci, dans des circonstances exceptionnelles, ne pouvait plus prendre ses responsabilités ou refusait de le faire, ou s'il cessait de respecter les politiques de l'Église ou ses propres politiques.

E. Personnel

Chaque conseil régional région serait doté de personnel qui l'aiderait à s'acquitter de ses responsabilités :

- le nombre d'employés-es serait fondé sur les cotisations et les octrois du Fonds Mission et Service et tout autre revenu régional;
- le nombre d'employés-es serait fondé sur les priorités et les besoins déterminés selon les régions;
- le personnel serait embauché et géré par le-la secrétaire régional, qui relèverait du-de la secrétaire général du conseil ecclésial;
- les conseils régionaux disposant de plus de ressources seraient libres d'embaucher plus de personnel, et le partage des ressources au sein de toute l'Église serait encouragé.

3. CONSEIL ECCLÉSIAL

A. Description

Le conseil ecclésial serait l'instance décisionnelle de l'Église Unie à la fois comme Église et comme société juridiquement constituée.

B. Affiliation

Le conseil ecclésial est constitué de :

- un-e membre du personnel ministériel de chaque communauté de foi dotée d'un personnel ministériel rémunéré et soumis à une reddition de comptes, choisi par la communauté de foi;
- un-e membre laïque de chaque communauté de foi, choisi par la communauté de foi;
- la personne exerçant la présidence ou l'ancien-ne de chaque conseil régional;
- le/la dernier modérateur-trice;
- le/la modérateur-trice sortant;
- le/la secrétaire général du conseil ecclésial.

C. Autorité et responsabilité

Le conseil ecclésial exercerait autorité et responsabilité en matière de :

politiques, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- établir les politiques de l'Église en matière de doctrine, de culte, d'affiliation, de gouvernance, de relations pastorales, de propriétés et d'embauche du personnel ministériel rémunéré et soumis à une reddition de comptes;
- prendre des décisions sur les questions d'identité ecclésiale reliées au témoignage public;
- faire le suivi des propositions reçues de conseils régionaux;

gouvernance, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- élire un-e modérateur-trice;
- élire l'exécutif du conseil ecclésial;
- transmettre toutes les questions en suspens à l'exécutif du conseil ecclésial;
- se réunir en personne tous les trois ans, avec l'option pour les membres de participer à la réunion par l'intermédiaire de moyens électroniques ou équivalents;
- se réunir plus fréquemment tel que l'exige la loi laïque par l'intermédiaire de moyens électroniques ou équivalents;
- établir le nombre et les limites géographiques des conseils régionaux et les soutenir;

finances et administration, c'est-à-dire qu'il lui incomberait de :

- présenter un cadre budgétaire triennal pour l'Église et déterminer les cotisations des communautés de foi pour cette période de trois ans;
- aider les communautés de foi à couvrir les frais requis pour envoyer des représentants-es à l'assemblée triennale du conseil ecclésial en établissant des frais uniformes et en octroyant des bourses si

- nécessaire;
- conserver les archives de l'Église.

D. Restrictions

Cette proposition n'influe pas sur les restrictions déjà en place :

- *renvois* : les Principes de l'Union ne pourront être modifiés qu'à travers le processus de renvoi, qui demande l'approbation d'une majorité de consistoires et également de celle des charges pastorales, dans les cas où le Conseil général le considère nécessaire parce que la modification est substantielle ou parce qu'elle change l'identité de l'Église;
- *exigences en matière d'affiliation* : aucun critère à l'accès au plein statut de membre autre que ceux fixés par le Nouveau Testament ne sera prescrit;
- *liberté de culte* : la liberté de culte dont jouissaient les églises au moment de l'union en 1925 ne sera pas restreinte au sein de l'Église Unie;
- *propriétés* : toute politique concernant les propriétés de l'Église adoptées par le conseil ecclésial doit se conformer aux exigences établies par la *Loi sur l'Église Unie du Canada de 1925*.

E. Exécutif du conseil ecclésial

L'exécutif du conseil ecclésial serait l'instance décisionnelle de l'Église Unie entre les assemblées du conseil ecclésial, selon les paramètres suivants :

- *taille* : un nombre déterminé de membres, entre 12 et 18, le nombre exact étant établi par le conseil ecclésial;
- *composition* :
 - le/la modérateur-trice;
 - le/la secrétaire général-e du Conseil général;
 - un-e représentant-e du Conseil des ministères autochtones;
 - des membres laïques et des membres du personnel ministériel élus par le conseil ecclésial selon les candidatures proposées par les conseils régionaux et les besoins en matière de compétences particulières, de même qu'en fonction de la représentativité des voix autochtones, francophones, ethniques et autres;
- *autorité* :
 - traiter toutes les questions en suspens transmises par le conseil ecclésial;
 - gérer le travail habituel et les urgences du conseil ecclésial entre ses assemblées;
 - établir les comités permanents et les autres comités, les présidents de ces comités devant siéger à l'exécutif du conseil ecclésial;
 - exercer toute autorité supplémentaire selon les restrictions établies par le conseil ecclésial.

F. Personnel

Le conseil ecclésial serait doté de personnel qui l'aiderait à s'acquitter de ses responsabilités :

- **le nombre d'employés-es serait fondé sur les cotisations des communautés de foi, les octrois du Fonds Mission et Service et tout autre revenu de l'Église;**
- **le nombre d'employés-es serait fondé sur les priorités et les besoins déterminés à l'échelle nationale;**
- **le personnel serait chargé de l'application des politiques de l'Église;**
- **le personnel assurerait des services techniques centralisés, comme des services en matière de technologies de l'information, de communications, de gestion du système de paie, de comptabilité, de gestion des ressources humaines, d'administration et de gestion du régime de retraite;**
- **le personnel soutiendrait le travail du/de la modérateur-trice;**
- **le personnel jouerait un rôle de leadership dans le cadre des partenariats internationaux et du travail des ministères et de la mission à l'échelle nationale.**

4. REGROUPEMENTS ET RÉSEAUX

En plus de cette structure à trois conseils, le modèle comprendrait :

- ***des regroupements* : regroupements locaux de communautés de foi constituant pour les communautés de foi et leurs leaders une confrérie leur offrant du soutien axé sur le culte, la mission, la formation, la collégialité et la planification stratégique;**
- ***des réseaux* : réseaux reliant des gens qui travaillent sur des enjeux particuliers (p. ex., le logement abordable, les ministères interculturels, la jeunesse) ou sur un projet commun (p. ex., la planification d'un événement) à l'échelle de l'Église, selon le cas.**

Que le 42^e Conseil général 2015 approuve la suppression du processus de mutation et de placement pour les membres du personnel ministériel de l'Église Unie, ce qui comprend l'abolition du comité de mutation du Conseil général et des comités de placement des synodes;

Que le 42^e Conseil général 2015 autorise un renvoi de catégorie 3 aux consistoires et aux charges pastorales pour sonder la volonté de l'Église quant à la réorganisation et aux changements de politiques précédemment exposés.

CONTEXTE

Consulter le [Rapport du Groupe de travail sur la révision globale](#).